

à cause de l'apathie de nos gouvernants d'alors.

Tous, cependant, ont le souvenir et l'amour de leur pays d'origine; ils ont nos mœurs et ont conservé les meilleurs traditions qui font les peuples forts et vigoureux.

Ils sont restés Canadiens de cœur et d'esprit, aiment nos institutions, et sont demeurés loyaux à la couronne anglaise, bien que vivant sous le drapeau étoilé.

Encore une fois, la réorganisation de cette branche du département de l'immigration sur une base plus nationale, plus généreuse et plus pratique, nous le prévoyons, sera l'objet de l'attention du Gouvernement actuel, il sera permis à nos canadiens de là-bas de venir reprendre leur place sous le beau soleil du Canada.

Il est bien vrai que, déjà, par l'initiative de nos prêtres colonisateurs, sans autres ressources, que celles de leur dévouement et de leur zèle qui nous rappelle bien celui des premiers fondateurs de la colonie canadienne, ce retour au pays s'accroît chaque année;—des clochers nouveaux se dressent ici ou là, dans des régions jusqu'ici inexplorées. Dans le nord Ontario comme à l'extrême ouest au pied des montagnes Rocheuses, les rapatriés franco-américains s'implantent et continuent l'œuvre de la civilisation et de l'expansion de la patrie canadienne.

J'entretiens pour l'avenir l'espoir que l'œuvre du rapatriement reprendra un nouvel essor, à cause de la sollicitude que le Gouvernement conservateur a bien voulu lui accorder.

L'honorable député qui vient de reprendre son siège a bien défini et exposé le côté financier de l'administration actuelle, il a traité de haute main notre situation financière et commerciale. Force nous est de conclure qu'en dépit des crédits affectés aux travaux publics, que malgré les dépenses engagées pour la mise en exploitation de toutes nos ressources commerciales et industrielles, pour le développement de nos moyens de transports par terre et par eau, qu'en dépit des grandes entreprises à Halifax, Québec et Saint-Jean et partout ailleurs, le ministère des Finances a encore assez de fonds pour diminuer la dette publique et enregistrer des surplus.

Ce qui démontre mieux que bien des arguments qu'une sage administration ne s'appauvrit pas en dépensant à bon escient l'argent public.

Ce qui fait les mauvais gouvernements, c'est de ne pas savoir appliquer et de ne pas savoir faire un emploi judicieux des revenus mis à leur disposition.

Ce succès sans précédent dans les annales financières du gouvernement canadien est dû au fait que la plus stricte économie, la plus parfaite honnêteté, unies au travail et au génie, président à l'administration de tous et de chacun des départements.

C'est à bon droit que nous entendons proclamer partout que c'est un gouvernement d'hommes d'affaires que le peuple s'est donné en 1911.

Il a bien mérité cette réputation, puisque à peine après deux années d'administration, sans éclat comme sans forfanterie, le Gouvernement actuel a établi un record qui le recommande et l'impose à la confiance et au respect du peuple canadien.

Et dois-je le dire, monsieur l'Orateur, la province de Québec que l'honneur d'avoir à la tête des affaires de ce pays un premier ministre de sa race, semblait avoir plongée dans une léthargie complète, s'éveille aujourd'hui et revient se ranger à l'instar des autres provinces sous les couleurs du grand parti conservateur progressiste.

C'est la réhabilitation, le retour du peuple vers les hommes qui ont préconisé la politique nationale et jeté les bases de la nationalité canadienne sur cette terre d'Amérique.

Dans la personne des continuateurs de l'œuvre de Macdonald et de Cartier, Québec reconnaît ses bienfaiteurs et ses chefs.

Leur nom est synonyme de probité, de constance, de travail et de patriotisme. C'est à ce titre que le représentant de la province de Québec dans ce cabinet a conquis le privilège d'occuper dans l'opinion publique, dans le cœur et dans l'esprit des Canadiens français, la place qu'un Cartier occupait il y a bientôt cinquante ans.

Il n'est peut-être pas hors de propos de le dire, le département des Postes a trouvé, dans la personne du ministre actuel, non seulement un réformateur de progrès, mais surtout un bienfaiteur du peuple. Non content de remanier et relever le salaire de toute une pléiade d'employés mal rémunérés, il a voulu faire bénéficier, sans compter, de ce service important, toutes les parties du pays, en autorisant l'établissement de nombreux bureaux de postes, en vulgarisant la distribution rurale et surtout en faisant passer cette loi des colis